

Les trois piliers de l'empire britannique

Le « libre-échange » et le nerf de la puissance anglaise

En 1820, le parlement britannique adopta une déclaration de principe qui devait conduire à une série de changements qui débouchèrent notamment sur le déclenchement de la première guerre mondiale et eurent des répercussions tragiques presque un siècle plus tard.

Sur l'insistance d'un puissant groupe de banquiers et d'armateurs londoniens liés à la Banque d'Angleterre et à Alexander Baring de la banque d'affaires Baring Brothers, le parlement adopta une déclaration de principe en faveur du concept de libre-échange absolu préconisé par l'économiste écossais Adam Smith plusieurs décennies plus tôt.

En 1846, cette déclaration de principe se traduisit par l'abrogation des lois protectionnistes sur l'agriculture nationale anglaise, les célèbres Corn Laws. L'abrogation des lois sur le blé fut inspirée par la thèse des puissants intérêts financiers et commerciaux de la City que leur domination mondiale leur donnait un avantage décisif, qu'ils devaient maximiser. S'ils dominaient le commerce mondial, le « libre-échange » leur permettrait par là même de renforcer leur domination aux dépens des nations commerciales moins développées.

Sous l'hégémonie du libre-échange, des banques d'affaires britanniques engrangèrent d'énormes profits dans le commerce de l'opium avec l'Inde, la Turquie et la Chine, tandis que le Ministère des affaires étrangères britannique faisait avancer ses intérêts commerciaux en exigeant publiquement de la Chine qu'elle ouvre ses ports au « libre-échange » durant les guerres de l'opium.

Un nouvel hebdomadaire de propagande aux ordres des puissants intérêts financiers et marchands de la City, The Economist, fut fondé en 1843 dans le but explicite de faire campagne en faveur de l'abrogation des lois sur le blé.

Le parti Tory de Sir Robert Peel travailla d'arrache-pied à l'abrogation fatale de la loi sur le blé en mai 1846, un tournant dramatique, non seulement de l'histoire britannique, mais aussi de l'histoire mondiale. L'abrogation donna lieu à un déferlement de produits agricoles « bon marché », qui provoquèrent la ruine, non seulement des fermiers anglais, mais aussi des fermiers d'autres nations. La

devise simple des marchands, « acheter à bon marché, vendre cher », fut élevée au rang de stratégie économique nationale. On considéra la consommation comme le but unique de la production.

L'agriculture et les fermiers britanniques furent ruinés par la suppression des lois protectionnistes sur le blé. Les fermiers irlandais furent réduits à la misère, puisque le prix des denrées alimentaires chuta soudainement sur leur plus grand marché d'exportation en raison de l'abrogation des lois sur le blé. La famine et l'émigration massive des paysans irlandais et de leurs familles à la fin des années 1840 – la tragique famine des pommes de terre de 1845-1846 et ses répercussions – furent une conséquence directe de la politique de « libre-échange » de la Grande-Bretagne. La politique précédente de l'Angleterre à l'égard de l'Irlande avait empêché le développement d'une production autonome forte dans ce pays, en exigeant qu'il reste le grenier à blé de l'Angleterre. Désormais, le grenier à blé lui-même avait été détruit dans le mirage du libre-échange.

Après 1846, les paysans hindous de la colonie britannique des Indes, avec leurs coûts salariaux très faibles, firent concurrence aux fermiers britanniques et irlandais sur le marché britannique. Le niveau des salaires en Grande-Bretagne commença à baisser avec le prix de pain. En vertu des lois sociales anglaises, un supplément de revenu indexé sur le prix du pain fut accordé aux ouvriers dont le salaire se situait en-dessous du minimum vital. Ainsi, le niveau de vie en Angleterre chuta en même temps que le prix du pain.

En effet, l'abrogation des lois protectionnistes sur le blé ouvrit la voie à une « politique de main d'œuvre à bon marché » partout dans l'empire britannique. Les seuls à en profiter, après une montée initiale des prix des denrées alimentaires bon marché en Angleterre, furent les grandes sociétés de commerce international londoniennes et les banques d'affaires qui les finançaient. La séparation des classes de la société britannique fut aggravée par l'élargissement du fossé entre un très petit nombre de très riches et une masse de plus en plus nombreuse de très pauvres, conséquence logique du « libre-échange ».

E. Peshine Smith, économiste américain et adversaire féroce de libre-échange britannique, résuma ainsi à l'époque l'effet de l'hégémonie du libre-échange de l'empire britannique sur l'économie mondiale des années 1850 : « Telle est la politique qui contrôle toujours la législation de la Grande-Bretagne. Dans la pratique, elle envisage l'ensemble de la nation comme un gigantesque commerçant en affaires avec le reste du monde, qui possède un grand stock de marchandises, non pas à utiliser, mais à vendre, s'efforce de les produire à bon marché pour pouvoir les vendre moins cher que des commerçants rivaux et considère les salaires payés à son propre peuple comme autant de perdu pour les profits de la classe dominante ».

Peshine Smith opposa la doctrine de la Grande-Bretagne d'Adam Smith et Cie de la « nation comme gigantesque commerçant » à la pensée économique nationale qui était apparue sur le continent européen dans les années 1850, particulièrement au Zollverein et au système d'économie politique nationale de Friedrich List.

« Leur politique sera dictée par des instincts de producteur et non par des instincts de commerçant. Ils prendront comme critère de la prospérité nationale l'agrégation de la production et non le taux de profit. En conséquence, les grandes nations continentales, la France, la Russie et les États allemands – unis dans le Zollverein, l'union douanière – ont quasiment rejeté l'idée qui a si longtemps contrôlé la politique commerciale de l'Angleterre. Ce que l'Angleterre a obtenu par cette politique est ainsi décrit par un auteur anglais érudit et respecté, Joseph Kay, qui en parle comme d'une nation « où l'aristocratie est plus riche et plus puissante que dans tout autre pays dans le monde, les pauvres sont plus opprimés, plus paupérisés, plus nombreux que les autres classes, plus irréligieux et beaucoup plus mal instruits que les pauvres de toute autre nation européenne, à l'exception de la Russie et de la Turquie, barbares, de l'Italie, asservie, du Portugal, mal gouverné et de l'Espagne, dans un état de révolution ». »

Donc, une campagne commença à former l'idéologie anglaise dominante en 1851, utilisant l'argument malthusien honteusement faux du surpeuplement au lieu d'admettre la réalité d'une politique délibérée de sous-investissement dans les nouvelles technologies productives.

La doctrine politique qui rationalisa la politique économique brutale de la Grande-Bretagne fut appelé libéralisme anglais... Le vrai but des élites libérales du gouvernement et de la vie publique britanniques du dix-neuvième siècle fut de préserver et de servir les intérêts d'un pouvoir privé exclusif. Dans la dernière partie du dix-neuvième siècle, ce pouvoir privé fut concentré dans les mains d'un très petit nombre de banquiers et d'institutions de la City.

L'« empire informel » de la Grande-Bretagne

Cette manipulation du libre-échange a été l'essence de la stratégie économique britannique des cent cinquante dernières années. Le génie britannique a été sa capacité caméléonesque à adapter cette politique à une réalité économique internationale changeante. Mais la politique fondamentale est restée le « libre-échange absolu » d'Adam Smith comme arme contre la politique économique nationale des puissances rivales souveraines.

À la fin du dix-neuvième siècle, l'establishment britannique engagea un débat ardent sur la manière de maintenir son empire mondial. Alors que fleurissaient des slogans sur une nouvelle ère d'« anti-impérialisme », la Grande-Bretagne, pour conserver son rôle dominant sur la scène mondiale, adopta la structure, plus sophistiquée et beaucoup plus efficace, de ce qu'on appela plus tard l'« empire informel ». Elle conservait ses possessions principales en Inde et en Extrême-Orient, tout en investissant dénormes quantités de capitaux en Argentine, au Brésil et aux États-Unis, pour créer des liens de dépendance financière bien plus efficaces que ceux qui existaient entre elle et les régions de son empire formel.

La notion de relations économiques spéciales avec les « États clients », le concept de « sphères d'influence » aussi bien que celui d'« équilibre des forces », trouvent tous leur origine dans la structure complexe de l'« empire informel » britannique à la fin du dix-neuvième siècle.

Depuis la défaite anglaise contre l'Armada espagnole en 1588, la Grande-Bretagne avait tiré partie de son insularité. Comme elle n'avait pas à prendre en charge l'entretien d'une grande armée permanente pour défendre ses intérêts, elle pouvait se concentrer sur la domination des mers. Le pillage de la richesse des vastes étendues du monde lui permit de maintenir aussi l'équilibre des forces sur le continent, où elle créa ou finança des coalitions contre toute nation qui semblait sur le point de dominer à un moment donné la vaste étendue de terre s'étirant de la Russie à l'Espagne.

À la suite du Congrès de Vienne de 1815, dans L'Europe réorganisée après la défaite de Napoléon, l'Angleterre perfectionna la stratégie diplomatique cynique connue sous le nom d'« équilibre des forces ». Le Ministère des Affaires Etrangères de Sa Majesté ne reconnut jamais que, comme sur une balance où l'on pose des poids jusqu'à ce que les deux plateaux aient atteint leur « point d'équilibre », la diplomatie britannique de l'équilibre des forces était toujours rigoureusement définie par le pivot ou point central constitué par Londres, c'est-à-dire qu'elle ne reconnut jamais comment l'Angleterre pouvait monter les unes contre les autres des puissances économiques rivales à son seul avantage.

Après 1815, « le génie » particulier de la politique étrangère anglaise résida en son habileté à changer d'alliances, brusquement si nécessaire, au gré des changements qui se produisaient dans la perception britannique de la force stratégique européenne ou mondiale. La diplomatie anglaise cultiva cette doctrine cynique, qui exigeait qu'elle fasse toujours abstraction de toute considération morale dans ses relations avec les autres nations et qu'elle poursuive ses propres « intérêts ». Les stratégies d'alliance anglaises étaient dictées strictement par ce que l'Angleterre estimait à une période donnée pouvoir correspondre le mieux à la définition de l'« intérêt » anglais. Le passage de relations hostiles avec la France en Afrique à l'« Entente Cordiale » après l'épreuve de force de Fashoda en 1898, ou la décision

de l'Angleterre de mettre fin au soutien qu'elle apportait depuis de longues décennies à la Turquie ottomane dans le but de bloquer l'expansion de la Russie, dans ce qui était connu en Grande-Bretagne et en Inde sous le nom de « Grand Jeu », était révélateur de ces changements d'alliance spectaculaires.

Au cours des dernières décennies du dix-neuvième siècle, la Grande-Bretagne investit de plus en plus dans certains pays en manque de capitaux comme l'Argentine, pour financer, construire et, par la suite, assurer le fonctionnement de leur réseau ferroviaire et de leur infrastructure de transport, un rôle généralement encouragé par les concessions généreuses accordées par le gouvernement du pays. Les capitaux anglais servirent aussi à développer les lignes de paquebots du pays et ses ports. C'est ainsi que l'économie de l'Argentine et des autres « États clients » de l'Angleterre tombèrent effectivement sous le joug de celle-ci, la City, les sociétés et les banques de financement et d'investissement britanniques leur imposant leurs conditions commerciales et financières. Ces États clients de l'Angleterre constatèrent ainsi qu'ils avaient cédé le contrôle de leur souveraineté économique beaucoup plus efficacement que si des troupes britanniques avaient occupé Buenos Aires pour exiger le paiement des impôts en soutien de l'empire britannique.

Pendant les années 1880, les nouveaux chemins de fer de l'Argentine transportèrent les marchandises, particulièrement le boeuf et le blé, dans ses ports pour l'exportation. Les exportations doublèrent et sa dette extérieure, principalement envers les banques de Londres, augmenta de 700 %. Cette dette fit de l'Argentine un tributaire de l'empire britannique ; c'était, pour citer un commentateur, de « l'impérialisme à bon marché ». La politique britannique n'avait manifestement pas l'intention de faire naître des économies industrielles souveraines fortes de ces relations avec ses États clients. Il s'agissait pour les Britanniques de n'y investir que les capitaux dont ils avaient besoin pour en prendre le contrôle, tout en s'assurant que d'autres puissances rivales ne tiraient pas profit des matières premières convoitées ou d'autres richesses synonymes de pouvoir économique.

Pendant ce temps, les troupes britanniques occupèrent l'Egypte en 1882, d'abord pour protéger les voies maritimes vers l'Inde – le Canal de Suez ne devait pas tomber entre les mains des Français ! L'occupation militaire britannique détruisit l'autorité égyptienne dans sa structure, si bien que, après 1882, les soldats britanniques établirent une présence permanente dans cette région stratégique de l'empire située à mi-distance entre Londres et l'Inde.

De même, la présence britannique en Afrique du Sud avait initialement pour but de protéger la route des Indes en empêchant les puissances rivales d'y établir des bases qui pouvaient affaiblir le commerce maritime britannique. Le contrôle britannique sur l'Afrique du Sud dans les années 1840 et 1850 était informel. La Grande-Bretagne coupa par étapes l'accès à l'océan Indien aux républiques boers. D'abord,

elle annexa le Natal en 1843. Ensuite, elle occupa la baie de Delagoa et, enfin, elle intervint pour empêcher que les républiques boers ne se fédèrent sous la houlette de Pretorius en 1869. L'objectif était d'asseoir à tout prix l'autorité britannique dans toute la région de l'Afrique australe.

Il était essentiel de faire en sorte que la Grande-Bretagne ait le monopole du commerce à l'ère de l'impérialisme britannique, le dix-neuvième siècle.

Les services secrets britanniques évoluèrent alors de façon imprévue. À la différence des autres empires contemporains, la Grande-Bretagne, après Waterloo, fonda son empire sur une alliance extrêmement sophistiquée entre les gros banquiers, les financiers de la City, les ministres, les dirigeants de sociétés industrielles clés considérées comme stratégiques pour les intérêts nationaux et les chefs des services d'espionnage.

L'initiateur de cet accord était le rejeton d'une famille propriétaire d'une banque d'affaires de la City, Charles Jocelyn Hambro (1), qui fut directeur de la Banque d'Angleterre de 1928 jusqu'à sa mort en 1963. Pendant la seconde guerre mondiale, Hambro fut à la tête de la Direction des opérations spéciales, qui avait été créée par Winston Churchill et le ministre de la guerre économique de son gouvernement pour mener une guerre économique contre l'Allemagne et forma tous les cadres de ce qui devait devenir la CIA dans l'après-guerre, y compris William Casey, Charles Kindelberger, Walt Rostow et Robert Roosa et, plus tard, Harriman, secrétaire d'État adjoint au Trésor de Kennedy et associé des frères Brown, de Wall Street.

Au lieu de se contenter de transmettre au gouvernement les informations des agents secrets à son service dans les capitales étrangères, le directeur des services secrets britanniques était lui-même membre d'un réseau secret d'obédience franc-maçonne indissociable de l'immense puissance du système bancaire, des compagnies maritimes, de la grande industrie et du gouvernement britannique.

Parce qu'il était secret, ce réseau exerçait un pouvoir immense sur les économies étrangères crédules ou naïves. À l'ère du libre-échange, après 1846, cette alliance secrète entre les puissances commerciales privées et le gouvernement était le secret de l'hégémonie britannique. La politique étrangère britannique était fondée, non pas sur l'aptitude à entretenir des relations amicales avec des alliés, mais plutôt sur l'habileté à faire des calculs intéressés, qui lui imposait de changer souvent d'alliances ou d'alliés, brutalement si nécessaire.

La grande dépression de 1873

Cependant, une profonde dépression économique avait commencé en Grande-Bretagne au début des années 1870 suite à une panique financière directement causée par la transformation de la politique de libre-échange britannique. La doctrine du libre-échange était partie de l'hypothèse que l'influence britannique pourrait permettre à un même dogme de devenir la politique économique de toutes les grandes nations commerçantes. Cette uniformité ne devait pas se réaliser.

Suite à une grave panique bancaire à Londres en 1857, l'establishment bancaire de la City, y compris les administrateurs de la Banque d'Angleterre, mirent en œuvre de nouveau moyens pour empêcher que l'or ne sorte des banques londoniennes à l'avenir. La panique de 1857 fut due au fait que de nombreux pays récupérèrent l'or qu'ils avaient déposé à la Banque d'Angleterre. Ce retrait massif entraîna l'effondrement du crédit bancaire à la City et dans tout le pays. En réponse à la crise, les autorités britanniques mirent au point une politique qui, sans bouleverser la pratique des banques centrales, la rendit dangereuse.

La Banque d'Angleterre, une holding privée qui n'était pas contrôlée par le gouvernement mais plutôt par les intérêts financiers de la City, se rendit compte qu'il lui suffisait d'augmenter suffisamment le taux d'escompte ou d'intérêt de la banque centrale par rapport aux taux de la banque centrale des nations commerçantes rivales, qui pouvaient faire baisser à tout moment les réserves d'or de la Grande-Bretagne, pour enrayer cette baisse et que, si les taux étaient suffisamment élevés, l'or finirait par revenir de Berlin, de New York, de Paris ou de Moscou dans les banques de la City.

Cette politique de taux d'intérêt donna à la Banque d'Angleterre un avantage décisif sur ses rivales. Peu importait que les taux d'intérêt usuraires causassent des crises dévastatrices dans l'industrie ou l'agriculture britannique ; après l'abrogation des Lois sur le blé en 1846, la finance et le commerce international occupèrent une place de plus en plus importante par rapport à l'industrie ou à l'agriculture dans la politique économique britannique. Pour assurer la suprématie mondiale de la Grande-Bretagne dans le secteur bancaire, les banquiers étaient prêts à sacrifier l'industrie nationale et l'investissement national. Mais l'industrie britannique paya le prix fort de cette nouvelle politique de taux d'intérêt de la banque d'Angleterre avec la Grande Dépression qui frappa la Grande-Bretagne en 1873 et dura jusqu'en 1896.

Suite à une crise financière dans le monde bancaire britannique, due à l'effondrement de la pyramide des prêts aux pays d'Amérique du Nord et du Sud pour la construction de chemins de fer, l'empire

britannique entra dans ce qu'on allait bientôt appeler la Grande Dépression. Avec l'augmentation du chômage et des faillites industrielles, les prix britanniques s'effondrèrent sans interruption de près de 50 pour cent en valeur nominale de 1873 à 1896. Le taux de chômage monta en flèche.

Le manque d'investissements dans l'industrie britannique était déjà manifeste à l'Exposition internationale de 1867. Les produits sortis de fabriques de machines entièrement nouvelles, dont des textiles en provenance d'Allemagne et d'ailleurs, y éclipsèrent clairement les produits issus de la technologie stagnante de l'industrie britannique, qui était encore la première dans le monde deux décennies plus tôt. Les exportations britanniques de fer et d'acier, de charbon et d'autres produits diminuèrent au cours de cette période. Elle marqua un tournant dans l'histoire britannique. L'apparition du « libre-échange » quelque trois décennies plus tôt, avec l'abrogation des Lois sur le blé, avait condamné la technologie industrielle anglaise à la décadence et avait ainsi permis à la finance d'acquérir la suprématie dans les affaires de l'empire. La période de la domination sans partage de la Grande-Bretagne sur les autres pays industrialisés était clairement finie dans les années 1890.

Le dogme du libre-échange de l'empire britannique au XIX^e siècle, avec ses raisonnements malthusiens, était voués à l'échec. Sa survie dépendait de la dépréciation des économies de parties de plus en plus nombreuses du globe. A peine un quart de siècle après l'abrogation des Lois sur le blé, l'empire britannique sombra dans la pire et la plus longue dépression économique de son histoire.

Après 1873, les efforts britanniques pour propager le virus de la « maladie anglaise », le modèle économique cosmopolite d'Adam Smith du « libre-échange » absolu, rencontrèrent nettement moins de succès, lorsque les nations d'Europe continentale, sous la houlette de l'Allemagne, prirent une série de mesures de protectionnisme économique qui leur permirent de dégager les taux de croissance industrielle les plus spectaculaires des 200 dernières années.

Tout cela ouvrit la voie à un nouveau débat dans l'élite britannique sur la manière de conserver la supériorité et le pouvoir dans un monde en mutation rapide. La géopolitique du pétrole fut introduite dans ce débat en 1882. Le débat portait plus précisément sur la façon de maintenir la suprématie navale britannique.

Frederik W. Engdahl, *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, chap. 1, Pluto Press, 1re édition, Pluto Press, 2004, traduit de l'américain par B. K.

(1) La dynastie banquière des Hambro fut fondée par Calmer Levy, un jeune marchand juif de Hambourg qui s'installa à Copenhague en 1778 (<http://www.telegraph.co.uk/news/obituaries/finance-obituaries/5292331/Richard-Hambro.html>). (Note de l'Editeur.)